

Les Echos

Les Français, le budget et la fiscalité

—
Sondage ELABE pour Les Echos

9 janvier 2025
—

ELABE



Fiche technique

Etude ELABE réalisée pour Les Echos

Interrogation

- Echantillon de **1 001** personnes représentatif des résidents de France métropolitaine âgés de 18 ans et plus.

Constitution de l'échantillon

- La représentativité de l'échantillon a été assurée selon la **méthode des quotas** appliquée aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Mode de recueil et dates de terrain

- Interrogation par Internet du **7 au 8 janvier 2025**.



Notes sur les marges d'erreur

Pour un échantillon de 1 000 personnes, les marges d'erreur sont les suivantes avec un niveau de confiance de 95% :

Pour un pourcentage de :	La marge d'erreur est de :	Le résultat réel se situe dans une fourchette entre :
5	+/- 1,4	3.6 et 6.4
10	+/- 1,9	8.1 et 11.9
15	+/- 2,2	12.8 et 17.2
20	+/- 2,5	17.5 et 22.5
25	+/- 2,7	22.3 et 27.7
30	+/- 2,8	27.2 et 32.8
35	+/- 3	32 et 38
40	+/- 3	37 et 43
45	+/- 3,1	41.9 et 48.1
50	+/- 3,1	46.9 et 53.1
55	+/- 3,1	51.9 et 58.1
60	+/- 3	57 et 63
65	+/- 3	62 et 68
70	+/- 2,8	67.2 et 72.8
75	+/- 2,7	72.3 et 77.7
80	+/- 2,5	77.5 et 82.5
85	+/- 2,2	82.8 et 87.2
90	+/- 1,9	88.1 et 91.9
95	+/- 1,4	93.6 et 96.4

Exemple de lecture :

Pour un résultat observé de **25%**, il y a 95% de chances pour que le résultat réel soit compris entre **22,3%** et **27,7%**.



Principaux enseignements

➤ Objectif 50 milliards d'économies : pour l'opinion, l'effort devrait davantage porter sur la baisse des dépenses publiques

Pour réduire le déficit public, le ministre de l'Economie, Éric Lombard, propose de faire 50 milliards d'économies, assurant que cet objectif ne s'accompagnerait pas de nouvelles hausses d'impôts, autres que celles déjà annoncées pour les entreprises et particuliers les plus fortunés. **Interrogés sur la répartition de l'effort, 66% de Français jugent qu'il devrait porter davantage sur la baisse des dépenses publiques. A l'inverse, 13% déclarent que l'effort devrait porter davantage sur la hausse des impôts et taxes. 19% estiment que la répartition de l'effort est bien équilibrée.**

La priorité accordée à la *baisse des dépenses publiques* est partagée par l'ensemble des électorats, bien qu'à des niveaux différents : électeurs RN (80%), droite (72%), Ensemble (72%) et NFP (48%, et 31% à *une hausse des impôts et taxes*).

La *baisse des dépenses publiques* est davantage soutenue par les 50 ans et plus (77%) que les 35-49 ans (60%) ou les moins de 35 ans (50%). Ces derniers estiment davantage que *l'effort est équilibré* (31% des moins de 35 ans, 17% des 35-49 ans) ou que l'effort doit *porter davantage sur la hausse des impôts et taxes* (16%, 20%).

A noter que les personnes qui paient l'impôt sur le revenu (69%) sont encore plus nombreux à estimer que l'effort doit *porter davantage sur la baisse des dépenses publiques* (60% chez les personnes que ne le paient pas).

➤ Une majorité de Français ne croit pas en l'absence de nouvelles hausses d'impôts pour les classes moyennes

Parallèlement à la déclaration d'Éric Lombard, la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, a déclaré ne pas envisager « *de nouveaux impôts ou hausses d'impôts qui pénaliseraient le pouvoir d'achat de la classe moyenne* ». **Pour 61% des Français, cette annonce n'est pas crédible, dont pas vraiment crédible pour 46% et pas du tout crédible pour 15%. A l'inverse, plus d'un tiers des Français (37%) juge cette annonce crédible, dont 30% plutôt crédible et 7% tout à fait crédible.**

La plupart des principaux électorats estiment que cette annonce *n'est pas crédible* (NFP 67%, RN 67%) y compris les électeurs d'Ensemble (55%). Seuls les électeurs de droite sont une majorité à la juger *crédible* (56%).

Le manque de *crédibilité* est majoritaire au sein de toutes les catégories socioprofessionnelles, en premier lieu chez les professions intermédiaires (67%), mais aussi chez les cadres (63%), les retraités (60%) et les employés/ouvriers (59%). On observe aucune différence significative selon le fait d'être assujetti (61%) ou non (59%) à l'impôt sur le revenu.

Principaux enseignements

➤ **L'impôt minimal pour les plus fortunés et la surtaxe pour les grandes entreprises sont jugées efficaces pour réduire la dette, l'augmentation des taxes sur les billets d'avion pas efficace, la hausse de la « flat tax » divise**

Invités à évaluer l'efficacité de 4 mesures évoquées par le gouvernement et qui figuraient dans le projet initial de Michel Barnier, **plus de 7 Français sur 10 considèrent que l'instauration d'un impôt minimal de 20% pour les plus fortunés (75%) et l'instauration d'une taxe exceptionnelle sur les grandes entreprises (71%) sont efficaces pour réduire la dette publique. A l'inverse, 61% estiment que l'augmentation des taxes sur les billets d'avion n'est pas efficace.** La proposition d'augmenter la « flat tax » divise : 50% la jugent *efficace*, 49% *pas efficace*.

L'impôt minimal de 20% pour les plus fortunés et la taxe exceptionnelle sur les grandes entreprises sont des mesures jugées *efficaces* par l'ensemble des électeurs (entre 7 et 9 électeurs sur 10). La « flat tax » et la *hausse des taxes sur les billets d'avion* clivent davantage :

- Si la « flat tax » est jugée *efficace* par plus de 6 électeurs sur 10 du NFP (65%) et d'Ensemble (62%), les électeurs du RN (45% *efficace*, 55% *pas efficace*) et de droite (55%, 45%) sont plus partagés
- Seuls les électeurs de droite (58%) estiment majoritairement que l'augmentation des taxes sur les billets d'avion serait *efficace* pour réduire la dette publique. Les électeurs du RN (65% *pas efficace*) et d'Ensemble (58%) n'en sont pas convaincus. L'opinion est plus partagée parmi les électeurs du NFP (48% *efficace*, 52% *pas efficace*).

A noter que les jeunes âgés de 18-24 ans (49%) sont un peu plus convaincus que leurs aînés (34%-40%) de *l'efficacité* de l'augmentation des taxes sur les billets d'avion.

➤ **Pour faire adopter le budget, une majorité de Français estime que les oppositions doivent faire des compromis afin d'éviter une instabilité politique et financière**

Dans les négociations en cours pour constituer un budget pour l'année 2025, 66% des Français estiment que *les oppositions doivent faire des compromis et ne pas voter la censure, et ce même s'ils ne sont pas d'accord avec l'ensemble du budget proposé par le gouvernement.* A l'inverse, 32% considèrent que *les oppositions qui sont en désaccord avec le budget doivent voter la censure, même si cela peut provoquer une instabilité politique et potentiellement une crise financière.*

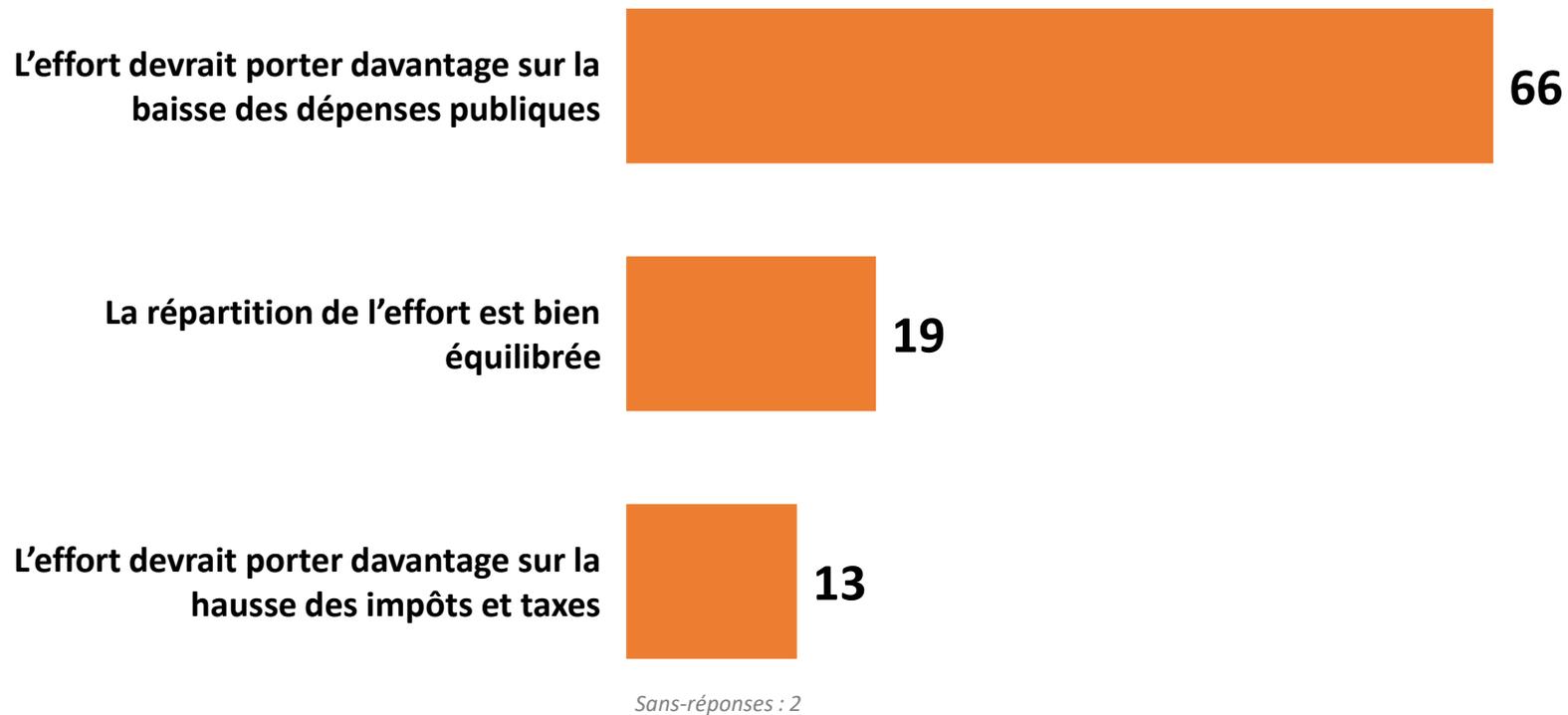
Les électeurs d'Ensemble du 1^{er} tour des Législatives 2024 (94%) et de droite (LR/UDI/DVD, 91%) sont massivement convaincus par l'importance de trouver des compromis. Dans une moindre mesure, cette opinion est également majoritaire au sein des électeurs RN (65%) et des abstentionnistes (64%). Les électeurs NFP sont plus partagés : 50% considèrent que *les oppositions en désaccord avec le budget proposé par le gouvernement doivent voter la censure*, contre 48% qu'ils doivent *trouver des compromis*.

Objectif 50 milliards d'économies : pour l'opinion, l'effort devrait davantage porter sur la baisse des dépenses publiques

Pour réduire le déficit public, le ministre de l'Economie Eric Lombard propose de faire 50 milliards d'économies. Il a déclaré que ces 50 milliards viendront « essentiellement des économies et il n'y aura pas de nouvelles hausses d'impôts que celles qui ont déjà été annoncées » (des hausses d'impôts pour les entreprises et particuliers les plus fortunés).

Que pensez-vous de la répartition de l'effort entre baisse des dépenses publiques et hausse d'impôts ?

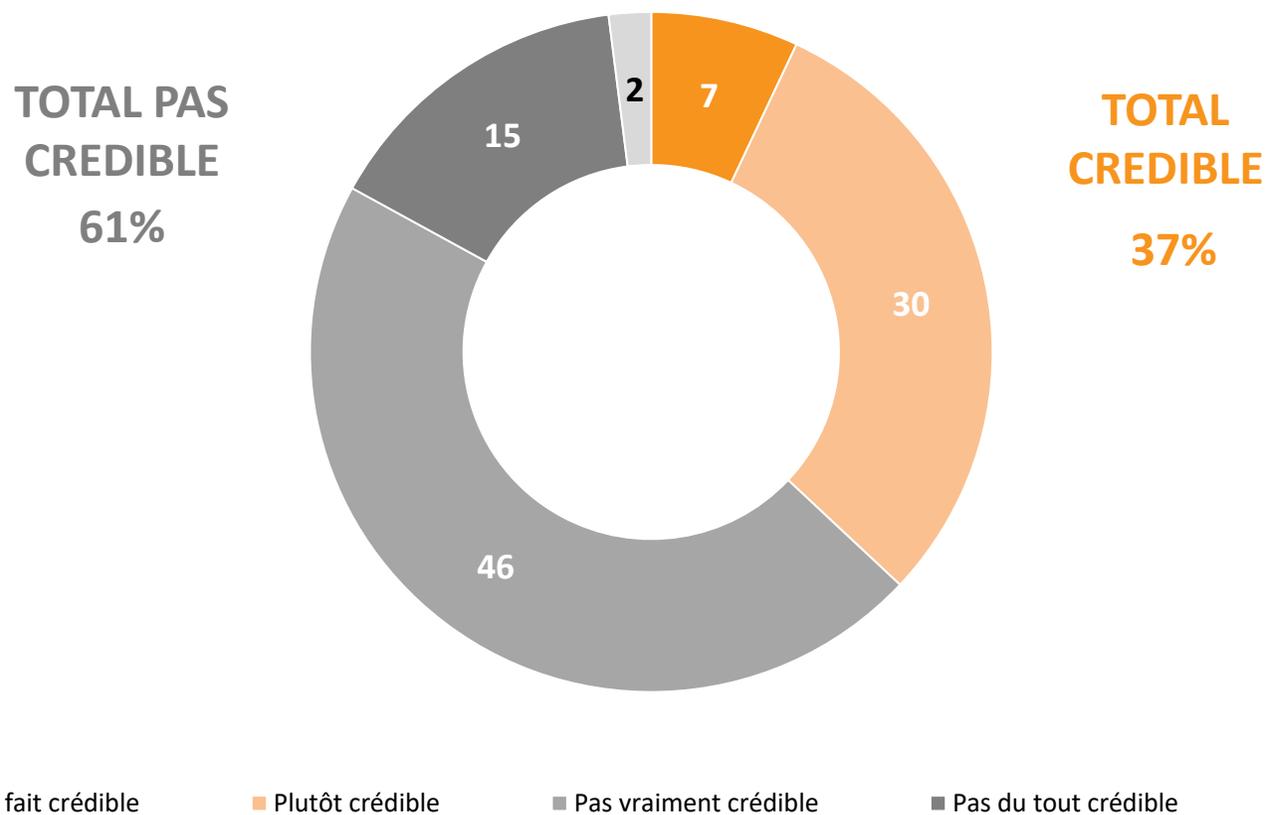
En % - Ensemble des Français



Une majorité de Français ne croit pas en l'absence de nouvelles hausses d'impôts pour les classes moyennes

Pour réduire le déficit public, le ministre de l'Economie Eric Lombard a déclaré que les 50 milliards d'économies viendront « essentiellement des économies et il n'y aura pas de nouvelles hausses d'impôts que celles qui ont déjà été annoncées ». La ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin, a déclaré ne pas envisager « de nouveaux impôts ou hausses d'impôts qui pénaliseraient le pouvoir d'achat de la classe moyenne ». **Diriez-vous que cette annonce d'absence de nouvelles hausses d'impôts pour les classes moyennes est crédible ou pas ?**

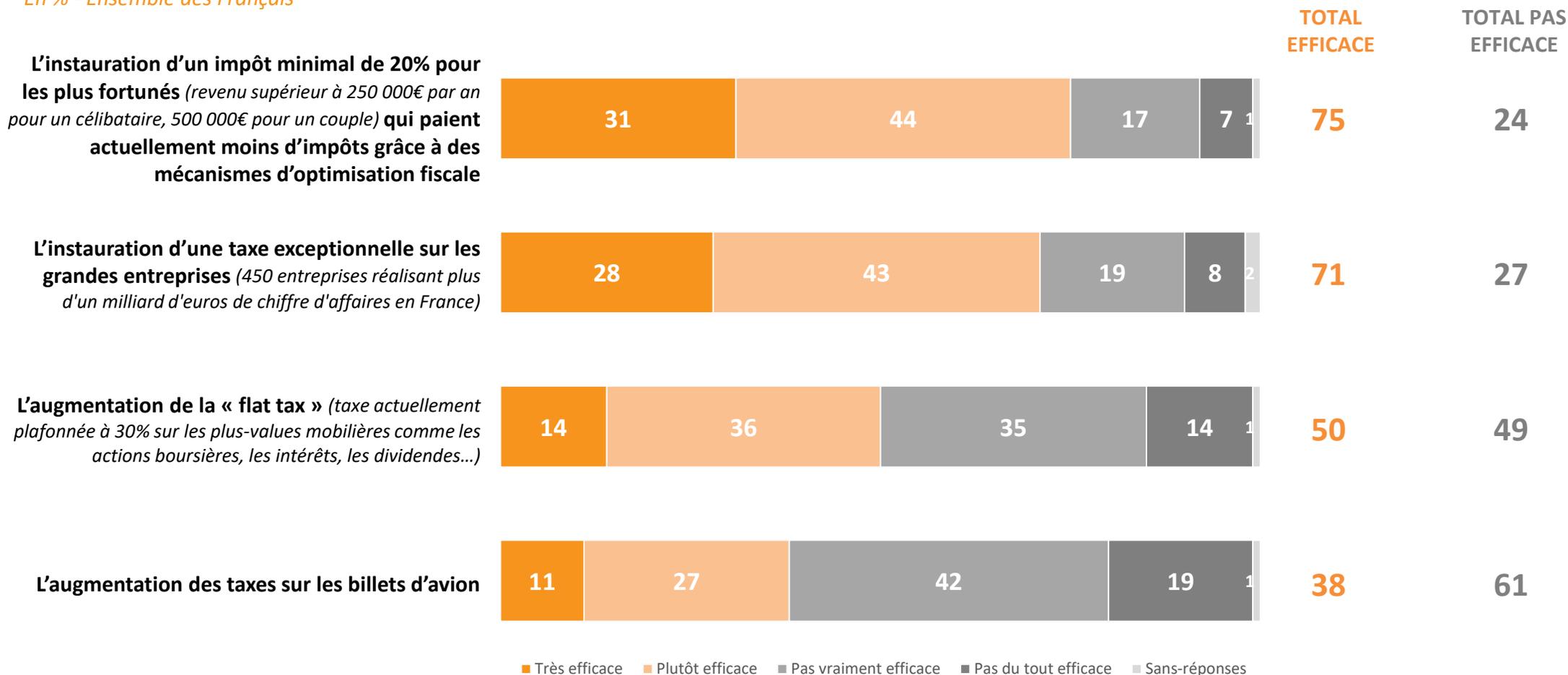
En % - Ensemble des Français



L'impôt minimal pour les plus fortunés et la surtaxe pour les grandes entreprises sont jugées efficaces pour réduire la dette, l'augmentation des taxes sur les billets d'avion pas efficace, la hausse de la « flat tax » divise

Diriez-vous que chacune des mesures suivantes évoquées par le gouvernement et qui figuraient dans le projet initial est efficace ou pas efficace pour réduire la dette publique ?

En % - Ensemble des Français



Pour faire adopter le budget, une majorité de Français estime que les oppositions doivent faire des compromis afin d'éviter une instabilité politique et financière

Dans les négociations en cours pour constituer un budget pour l'année 2025, d'après vous, quelle attitude doivent adopter les formations politiques d'opposition ?
En % - Ensemble des Français

Même s'ils ne sont pas d'accord avec l'ensemble du budget proposé par le gouvernement, les oppositions doivent faire des compromis et ne pas voter la censure pour éviter une instabilité politique et financière



66

Les oppositions qui sont en désaccord avec le budget proposé par le gouvernement doivent voter la censure même si cela peut provoquer une instabilité politique et potentiellement une crise financière



32

Sans-réponses : 2



Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Que pensez-vous de la répartition de l'effort entre baisse des dépenses publiques et hausse d'impôts ?

En %	L'effort devrait porter davantage sur la baisse des dépenses publiques	La répartition de l'effort est bien équilibrée	L'effort devrait porter davantage sur la hausse des impôts et taxes	Sans-réponses
Interrogés	66	19	13	2
SEXE DU REpondANT				
Un homme	65	20	13	2
Une femme	67	19	12	2
AGE DU REpondANT				
18-24 ans	48	28	21	3
25-34 ans	52	34	12	2
35-49 ans	60	17	20	3
50-64 ans	76	12	11	1
65 ans et plus	77	16	5	2
PROFESSION DU REpondANT				
ACTIFS	65	19	14	2
Agric., artisan, comm.	38	32	25	5
CSP+	64	18	17	1
Cadres	63	19	18	0
Profession Intermédiaire	64	17	17	2
CSP-	69	19	10	2
Employé	71	14	12	3
Ouvrier	67	25	6	2
INACTIFS	68	19	11	2
Retraité	75	17	6	2
Autre inactif	52	25	20	3
CATEGORIE D'AGGLOMERATION				
Communes rurales	71	16	10	3
Communes urb. de province	66	20	12	2
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	68	19	11	2
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	68	14	15	3
100.000 hab. et plus	64	22	12	2
Agglomération parisienne	58	23	19	0
REGION DE RESIDENCE (UDAS)				
Région Parisienne	60	23	17	0
Province	67	19	12	2
Nord-Est	65	17	14	4
Nord-Ouest	68	18	11	3
Sud-Ouest	64	16	19	1
Sud Est	69	22	7	2

Détail des résultats

Par catégories politiques

Que pensez-vous de la répartition de l'effort entre baisse des dépenses publiques et hausse d'impôts ?

En %	L'effort devrait porter davantage sur la baisse des dépenses publiques	La répartition de l'effort est bien équilibrée	L'effort devrait porter davantage sur la hausse des impôts et taxes	Sans-réponses
Interrogés	66	19	13	2
PREFERENCE PARTISANE				
TOTAL GAUCHE	45	22	30	3
La France insoumise (FI)	44	15	38	3
EELV / G.s	41	17	42	0
Le Parti Socialiste (PS)	52	32	15	1
TOTAL LREM ET ALLIES	67	29	4	0
La République en marche	60	35	5	0
TOTAL DROITE	78	20	2	0
Les Républicains	79	19	2	0
TOTAL RN/R!	84	12	4	0
Le Rassemblement National	82	13	5	0
Reconquête	97	3	0	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	68	17	11	4
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)				
Jean-Luc MELENCHON	48	14	36	2
Yannick JADOT	55	24	21	0
Emmanuel MACRON	71	25	4	0
Valérie PECRESSE	72	22	6	0
Marine LE PEN	80	13	6	1
Eric ZEMMOUR	100	0	0	0
Abstention, vote blanc ou nul	65	20	11	4
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)				
Emmanuel MACRON	65	21	14	0
Marine LE PEN	82	11	7	0
Abstention, vote blanc ou nul	60	21	15	4
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)				
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	48	19	31	2
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	72	25	3	0
LR, DVD, UDI	72	19	9	0
Rassemblement National et ses alliés	80	14	6	0
Abstention, blanc et nul, non-inscrits	62	22	12	4

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Diriez-vous que cette annonce d'absence de nouvelles hausses d'impôts pour les classes moyennes est crédible ou pas ?

En %	TOTAL CREDIBLE	Tout à fait crédible	Plutôt crédible	TOTAL PAS CREDIBLE	Pas vraiment crédible	Pas du tout crédible	Sans-réponses
Interrogés	37	7	30	61	46	15	2
SEXE DU REpondANT							
Un homme	41	8	33	58	41	17	1
Une femme	35	7	28	63	50	13	2
AGE DU REpondANT							
18-24 ans	53	12	41	44	30	14	3
25-34 ans	45	12	33	54	43	11	1
35-49 ans	34	7	27	64	47	17	2
50-64 ans	31	6	25	68	49	19	1
65 ans et plus	38	6	32	61	50	11	1
PROFESSION DU REpondANT							
ACTIFS	37	8	29	61	47	14	2
Agric., artisan, comm.	38	20	18	57	35	22	5
CSP+	34	5	29	65	52	13	1
Cadres	37	5	32	63	54	9	0
Profession Intermédiaire	32	5	27	67	51	16	1
CSP-	39	8	31	59	45	14	2
Employé	35	8	27	63	47	16	2
Ouvrier	43	7	36	55	42	13	2
INACTIFS	39	7	32	59	44	15	2
Retraité	39	7	32	60	46	14	1
Autre inactif	41	9	32	56	38	18	3
CATEGORIE D'AGGLOMERATION							
Communes rurales	37	7	30	60	43	17	3
Communes urb. de province	37	7	30	61	47	14	2
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	35	6	29	63	49	14	2
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	46	9	37	53	40	13	1
100.000 hab. et plus	34	7	27	64	50	14	2
Agglomération parisienne	42	10	32	58	44	14	0
REGION DE RESIDENCE (UDAS)							
Région Parisienne	40	10	30	60	45	15	0
Province	37	7	30	61	46	15	2
Nord-Est	40	8	32	57	45	12	3
Nord-Ouest	36	4	32	63	44	19	1
Sud-Ouest	35	8	27	65	49	16	0
Sud Est	38	9	29	60	47	13	2

Détail des résultats

Par catégories politiques

Diriez-vous que cette annonce d'absence de nouvelles hausses d'impôts pour les classes moyennes est crédible ou pas ?

En %	TOTAL CREDIBLE	Tout à fait crédible	Plutôt crédible	TOTAL PAS CREDIBLE	Pas vraiment crédible	Pas du tout crédible	Sans-réponses
Interrogés	37	7	30	61	46	15	2
PREFERENCE PARTISANE							
TOTAL GAUCHE	38	8	30	60	44	16	2
La France insoumise (FI)	49	11	38	48	27	21	3
EELV / G.s	23	0	23	77	70	7	0
Le Parti Socialiste (PS)	40	12	28	59	43	16	1
TOTAL LREM ET ALLIES	59	9	50	41	38	3	0
La République en marche	62	9	53	38	34	4	0
TOTAL DROITE	42	11	31	57	47	10	1
Les Républicains	44	12	32	55	45	10	1
TOTAL RN/R!	34	8	26	66	45	21	0
Le Rassemblement National	36	9	27	64	44	20	0
Reconquête	15	7	8	85	58	27	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	32	5	27	65	51	14	3
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)							
Jean-Luc MELENCHON	33	10	23	66	43	23	1
Yannick JADOT	21	2	19	79	66	13	0
Emmanuel MACRON	50	10	40	50	43	7	0
Valérie PECRESSE	39	7	32	59	47	12	2
Marine LE PEN	32	7	25	68	50	18	0
Eric ZEMMOUR	24	9	15	76	56	20	0
Abstention, vote blanc ou nul	38	6	32	60	47	13	2
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)							
Emmanuel MACRON	45	8	37	55	48	7	0
Marine LE PEN	32	7	25	68	48	20	0
Abstention, vote blanc ou nul	33	7	26	64	46	18	3
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)							
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	33	10	23	67	45	22	0
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	45	5	40	55	50	5	0
LR, DVD, UDI	56	6	50	43	38	5	1
Rassemblement National et ses alliés	33	6	27	67	45	22	0
Abstention, blanc et nul, non-inscrits	38	8	30	58	45	13	4

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Diriez-vous que chacune des mesures suivantes évoquées par le gouvernement et qui figuraient dans le projet initial est efficace ou pas efficace pour réduire la dette publique ?

En % - TOTAL EFFICACE	L'instauration d'un impôt minimal de 20% pour les plus fortunés (...) qui paient actuellement moins d'impôts grâce à des mécanismes d'optimisation fiscale	L'instauration d'une taxe exceptionnelle sur les grandes entreprises (...)	L'augmentation de la « flat tax » (...)	L'augmentation des taxes sur les billets d'avion
Interrogés	75	71	50	38
SEXE DU REpondANT				
Un homme	75	71	52	42
Une femme	74	72	49	35
AGE DU REpondANT				
18-24 ans	63	64	40	49
25-34 ans	70	66	46	40
35-49 ans	70	61	50	34
50-64 ans	77	78	53	36
65 ans et plus	85	82	55	40
PROFESSION DU REpondANT				
ACTIFS	74	69	52	38
Agric., artisan, comm.	77	73	59	54
CSP+	76	71	52	36
Cadres	76	73	53	40
Profession Intermédiaire	77	70	50	33
CSP-	71	67	50	37
Employé	71	67	51	35
Ouvrier	71	66	50	39
INACTIFS	76	76	49	39
Retraité	83	80	53	38
Autre inactif	61	65	39	41
CATEGORIE D'AGGLOMERATION				
Communes rurales	75	72	52	40
Communes urb. de province	74	71	51	38
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	81	79	56	41
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	70	68	48	34
100.000 hab. et plus	72	68	49	37
Agglomération parisienne	76	74	50	40
REGION DE RESIDENCE (UDAS)				
Région Parisienne	76	74	48	40
Province	74	71	51	38
Nord-Est	77	73	53	43
Nord-Ouest	71	73	50	35
Sud-Ouest	79	73	46	41
Sud Est	73	67	51	35

Détail des résultats

Par catégories politiques

Diriez-vous que chacune des mesures suivantes évoquées par le gouvernement et qui figuraient dans le projet initial est efficace ou pas efficace pour réduire la dette publique ?

En % - TOTAL EFFICACE	L'instauration d'un impôt minimal de 20% pour les plus fortunés (...) qui paient actuellement moins d'impôts grâce à des mécanismes d'optimisation fiscale	L'instauration d'une taxe exceptionnelle sur les grandes entreprises (...)	L'augmentation de la « flat tax » (...)	L'augmentation des taxes sur les billets d'avion
Interrogés	75	71	50	38
PREFERENCE PARTISANE				
TOTAL GAUCHE	82	80	61	54
La France insoumise (FI)	79	81	65	46
EELV / G.s	90	87	66	72
Le Parti Socialiste (PS)	80	74	52	51
TOTAL LREM ET ALLIES	88	87	72	48
La République en marche	91	89	70	52
TOTAL DROITE	82	73	46	52
Les Républicains	82	73	47	53
TOTAL RN/R!	76	69	40	33
Le Rassemblement National	77	69	43	33
Reconquête	69	65	21	29
SANS PREFERENCE PARTISANE	64	63	43	27
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)				
Jean-Luc MELENCHON	83	79	58	49
Yannick JADOT	85	86	64	66
Emmanuel MACRON	84	81	64	43
Valérie PECRESSE	73	74	44	45
Marine LE PEN	71	65	41	28
Eric ZEMMOUR	78	69	38	36
Abstention, vote blanc ou nul	70	66	44	34
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)				
Emmanuel MACRON	83	81	61	46
Marine LE PEN	72	65	40	31
Abstention, vote blanc ou nul	72	70	47	37
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1^{ER} TOUR)				
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	83	82	65	48
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	85	84	62	41
LR, DVD, UDI	87	68	55	58
Rassemblement National et ses alliés	74	70	45	35
Abstention, blanc et nul, non-inscrits	65	63	44	31

Détail des résultats

Par catégories sociodémographiques et professionnelles

Dans les négociations en cours pour constituer un budget pour l'année 2025, d'après vous, quelle attitude doivent adopter les formations politiques d'opposition ?

En %	Même s'ils ne sont pas d'accord avec l'ensemble du budget proposé par le gouvernement, les oppositions doivent faire des compromis et ne pas voter la censure pour éviter une instabilité politique et financière	Les oppositions qui sont en désaccord avec le budget proposé par le gouvernement doivent voter la censure même si cela peut provoquer une instabilité politique et potentiellement une crise financière	Sans-réponses
Interrogés	66	32	2
SEXE DU REpondANT			
Un homme	65	33	2
Une femme	67	30	3
AGE DU REpondANT			
18-24 ans	59	38	3
25-34 ans	62	33	5
35-49 ans	61	35	4
50-64 ans	58	41	1
65 ans et plus	83	16	1
PROFESSION DU REpondANT			
ACTIFS	60	37	3
Agric., artisan, comm.	65	33	2
CSP+	66	31	3
Cadres	71	29	0
Profession Intermédiaire	63	33	4
CSP-	54	42	4
Employé	57	38	5
Ouvrier	51	47	2
INACTIFS	73	25	2
Retraité	79	20	1
Autre inactif	63	35	2
CATEGORIE D'AGGLOMERATION			
Communes rurales	61	35	4
Communes urb. de province	69	29	2
De 2.000 à moins de 20.000 hab.	60	39	1
De 20.000 à moins de 100.000 hab.	68	29	3
100.000 hab. et plus	75	23	2
Agglomération parisienne	60	37	3
REGION DE RESIDENCE (UDAS)			
Région Parisienne	61	37	2
Province	67	31	2
Nord-Est	66	30	4
Nord-Ouest	63	35	2
Sud-Ouest	70	29	1
Sud Est	70	28	2

Détail des résultats

Par catégories politiques

Dans les négociations en cours pour constituer un budget pour l'année 2025, d'après vous, quelle attitude doivent adopter les formations politiques d'opposition ?

En %	Même s'ils ne sont pas d'accord avec l'ensemble du budget proposé par le gouvernement, les oppositions doivent faire des compromis et ne pas voter la censure pour éviter une instabilité politique et financière	Les oppositions qui sont en désaccord avec le budget proposé par le gouvernement doivent voter la censure même si cela peut provoquer une instabilité politique et potentiellement une crise financière	Sans-réponses
Interrogés	66	32	2
PREFERENCE PARTISANE			
TOTAL GAUCHE	50	48	2
La France insoumise (FI)	37	60	3
EELV / G.s	58	42	0
Le Parti Socialiste (PS)	59	39	2
TOTAL LREM ET ALLIES	93	6	1
La République en marche	91	8	1
TOTAL DROITE	82	18	0
Les Républicains	82	18	0
TOTAL RN/R!	63	35	2
Le Rassemblement National	63	35	2
Reconquête	68	32	0
SANS PREFERENCE PARTISANE	66	30	4
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (1ER TOUR)			
Jean-Luc MELENCHON	43	55	2
Yannick JADOT	69	29	2
Emmanuel MACRON	88	12	0
Valérie PECRESSE	80	20	0
Marine LE PEN	60	37	3
Eric ZEMMOUR	69	31	0
Abstention, vote blanc ou nul	65	31	4
VOTE PRESIDENTIELLE 2022 (2ND TOUR)			
Emmanuel MACRON	81	19	0
Marine LE PEN	55	42	3
Abstention, vote blanc ou nul	57	39	4
VOTE LEGISLATIVES 2024 (1ER TOUR)			
NFP (LFI, EELV, PS, PCF)	48	50	2
Ensemble (Renaissance, MoDem, Horizons, etc.)	94	6	0
LR, DVD, UDI	91	9	0
Rassemblement National et ses alliés	65	34	1
Abstention, blanc et nul, non-inscrits	64	31	5

—
11 rue de Rouvray
92200 Neuilly sur Seine / FR
Tél. +33 (0)1 57 64 01 60
@elabe_fr
www.elabe.fr

—
ELABE

